

LOUISA HANOUNE :

«Bouteflika partage l'idée d'aller vers une assemblée constituante»

Le 21^e anniversaire du Parti des travailleurs (PT), célébré hier à la salle Atlas de Bab El Oued à Alger, était l'occasion pour ses militants de faire la fête. Une cérémonie qui a vu se succéder sur scène le ballet de l'Office national de la culture et de l'information et deux chanteurs de rap, Azzou Annaba et le Palestinien Rami FM.

Lyas Hallas - Alger

(Le Soir) - Si la porte-parole du parti Louisa Hanoune, qui a retrouvé des talents d'animatrice de show, a profité de l'ambiance pour passer des messages politiques, et que Abdelmadjid Sidi Saïd, SG de la Centrale syndicale, de s'adresser au mouvement ouvrier, les présents se sont beaucoup déhanchés.

A vrai dire, la salle qui compte 3 000 sièges n'a pu contenir toutes les personnes venues des wilayas où le parti dispose d'une base militante.

Ont également pris part à la fête, des invités de marque, dont le doyen et fondateur du PT, Mustapha Ben Mohamed, le Français Lucien Gautier, en qualité de représentant de l'Entente internationale ouvrière, Salah Salah, représentant des réfugiés palestiniens, et des

cadres du Front populaire de libération de la Palestine (FPLP).

Bref, Louisa Hanoune n'a pas manqué de se jeter des fleurs.

Puisqu'en se félicitant du chemin parcouru par sa formation, la signataire du contrat de Sant'Egidio a surtout revendiqué son rôle dans «la sortie de la crise» ayant ensanglanté le pays pendant une décennie. En effet, le parachèvement du processus de réconciliation nationale passe à ses yeux par la «dissolution du Parlement» et la tenue d'une «assemblée constituante».

«C'est la seule voie qui nous mènera à en finir avec les résidus du parti unique», a-t-elle déclaré.

Une démarche, ajoutez-elle, que partage le président de la République, Abdelaziz Bouteflika.



Photo : Samir Sid

«Lui-même est partisan de cette idée et a avoué qu'il était nécessaire d'aller vers une assemblée constituante, que l'actuelle législature est invalide pour rédiger une nouvelle Constitution. Il est, donc, déraisonnable de promulguer de nouvelles lois avant la rédaction de la loi fondamentale», assène-t-elle.

Et d'insister : «Après les consultations sur les réformes politiques qu'il a eu à organiser, nous attendons de lui des décisions courageuses, à la mesure des enjeux,

et à la hauteur des aspirations du peuple algérien et de ses jeunes.»

M^{me} Hanoune a, par ailleurs, réitéré les positions de son parti s'agissant de la politique économique du gouvernement. La rupture de l'accord d'association avec l'Union européenne, fer de lance de l'impérialisme comme elle l'a qualifié, l'opposition à la signature d'accords avec l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et la renationalisation des sociétés nationales cédées aux étrangers dans le cadre

du partenariat, sont les maîtres mots de la porte-parole du PT.

Egalement lorsqu'il s'agit de politique extérieure, et à la limite du dogmatique, la «libération du peuple frère de Palestine» devrait être priorisée.

«La vente d'Alver d'Oran est contraire à la loi»

Louisa Hanoune a confié que la révision du SNMG sera le point essentiel des discussions de la prochaine tripartite, en septembre, dont elle revendique

l'augmentation à hauteur de 35 000 DA, «revenu minimum vital» selon elle, citant une étude réalisée par l'UGTA.

Chose que Abdelmadjid Sidi Saïd n'a ni affirmée ni infirmée : «Par ordre de priorités, les dossiers que je mettrai sur la table de la tripartite en septembre sont ceux des retraités et la sauvegarde de l'outil national de production.» Elle lance cependant un pavé dans la mare, enfonçant plutôt le ministre de l'Industrie : «Alver Oran, société d'une valeur de 848 milliards de centimes, est cédée totalement au français Saint-Gobain en vertu d'un contrat paraphé le 26 juin dernier. Elle a été bradée contre seulement 50 milliards de centimes. Plus grave encore, cette cession est contraire à la loi qui limite la participation des étrangers à 49 %, et le contrat est donc nul au même titre que les arguments du ministre de l'Industrie, peu convaincants, qu'il justifie par le fait que le processus de négociation fut engagé avant la prise de cette mesure de 51/49.»

L. H.

EXPLOSION D'UNE BOMBE ARTISANALE AU SUD DE KHENCHELA 1 mort et 3 blessés graves

Un homme de 35 ans a trouvé la mort sur le coup et trois autres personnes ont été grièvement blessées dans l'explosion d'une bombe artisanale déposée par les groupes terroristes à Hirech, au sud de la wilaya de Khenchela.

Selon une source bien informée, ces personnes, qui chassaient le gibier dans la région, ont été surprises par l'explosion de la bombe. L'un des blessés a été amputé d'une jambe.

B. A.

Démantèlement d'un réseau de fabrication d'armes

Les services de police de la commune d'El-Mahmel, daïra de Ouled-Rechache à 9 km à l'est du chef-lieu de la wilaya, ont mis au jour un grand réseau de fabrication et de trafic d'armes dont le chef est un homme de 75 ans.

Il s'agit de plusieurs fusils de chasse, de machoucha, de PA et de munitions ainsi que d'un lot de matériel de fabrication dans un atelier dans la commune d'El Mahmel.

L'homme de 75 ans a été arrêté et présenté devant le juge d'instruction du tribunal de Chechar.

B. A.

BOUMERDÈS

Le tribunal administratif installé

Lors d'une audience officielle du Conseil d'Etat qui s'est déroulée jeudi à Boumerdès, sous la direction de Henni Fella, présidente de cette institution, et Mohamed Benaceur, commissaire d'Etat, le tribunal administratif de la circonscription judiciaire de Boumerdès a été installé.

La cérémonie s'est tenue en présence du président de la cour, du procureur général près la cour de Boumerdès et d'un grand nombre de magistrats et d'avocats de la région.

Ce tribunal administratif est, rappelons-le, séparé de la cour de Boumerdès.

C'est, selon la présidente du Conseil d'Etat, le quatorzième installé au niveau national. «Le manque de moyens humains et matériels freine l'installation de ces tribunaux dans toutes les circonscriptions judiciaires du pays

et retarde la consécration de la dualité du système judiciaire comme le stipule la Constitution», a déploré M^{me} Henni.

C'est dans l'ancien siège de la cour de Boumerdès, transférée au nouveau palais, que le tribunal administratif que préside désormais Wahiba Morsli est installé.

De son côté, Mohamed Farek occupera le poste de commissaire d'Etat au niveau de Boumerdès. Les deux magistrats jouissent, assure M^{me} Henni, d'une longue expérience, puisqu'ils ont occupé des postes dans différentes instances judiciaires du pays.

Abachi L.

AZEFFOUN

5 blessés dans l'explosion d'une bombe

Le terrorisme «résiduel» a encore une fois frappé en Kabylie. Cela s'est passé hier, peu après 13 heures, entre un barrage habituel de la police et la caserne de l'ANP, au centre de la ville côtière d'Azeffoun, au nord-est de Tizi-Ouzou. Selon une source locale, la déflagration de l'engin artisanal placé sur le bas-côté de la chaussée a causé des blessures à un citoyen et quatre policiers.

Leur vie ne serait pas en danger, a-t-on appris en milieu d'après-midi auprès d'une source sécuritaire. Ainsi, comme chaque année au début de la saison estivale, les terroristes signent leur présence dans la région ainsi qu'à Tigzirt, l'autre ville balnéaire de la wilaya de Tizi-Ouzou où, mercredi dernier, en fin de journée, une bombe artisanale a été désamorcée à l'entrée de la plage de Tassalast, maintes fois ciblée par les terroristes.

A. M.